

La marche à la guerre, "mourir pour Dantzig ?"

La crise économique a exacerbé les antagonismes nationaux. Les ambitions démesurées des dictatures constituent une menace permanente pour la paix. Les initiatives de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon ont mis en échec la sécurité collective. La SDN ne possède pas de forces d'intervention et ne peut que constater le départ de l'Allemagne de l'organisation internationale puis ses violations du traité de Versailles. La perspective d'une conflagration générale se rapproche.

La guerre d'Espagne

Le 18 juillet 1936, le général Franco tente de renverser la jeune République (1931) et le gouvernement du "Frente popular" issu des élections de février 1936. La guerre espagnole est essentiellement une guerre civile, qui tire son origine de problèmes purement espagnols. Mais, elle oppose fascistes et antifascistes, associe, sur le terrain, nazis allemands et fascistes italiens et remet en cause le fragile équilibre européen.

Les Républicains sont aidés par les Brigades internationales, venues de 50 pays différents (35 000 hommes, dont 10 000 Français) et par les Soviétiques qui engagent, notamment, 700 chars et 700 avions.

La France du Front populaire, bien que soutenant officiellement le principe de "non intervention", envoie des tanks, des camions et surtout des avions que Jean Moulin, chef de cabinet du ministre de l'air Pierre Cot, fait acheminer vers l'Espagne républicaine.

Les troupes nationalistes (la majorité de l'armée espagnole et les troupes marocaines) sont soutenues par 12 000 Portugais de la légion Viriate, 48 000 chemises noires italiennes et par les Allemands de la légion Condor (16 000 au total), venus expérimenter de nouvelles tactiques aériennes.

Franco l'emporte après trois ans d'un conflit sanglant, qui fit près de 700 000 victimes et dévasta le pays. Nommé "Caudillo" (capitaine suprême), il établit une dictature implacable reposant sur l'Église, l'armée et la famille.

La France et la Grande-Bretagne ont conscience qu'un nouveau régime totalitaire menace leurs intérêts. Mais les déchirements de l'opinion publique française empêchent tout engagement officiel de Blum en faveur du gouvernement légal espagnol.

Les réfugiés espagnols, femmes et enfants compris, sont regroupés dans de nombreux camps dont Le Vernet, Les Milles, Gurs, Septfonds, Rieucros, Argelès.

La victoire finale du franquisme représente une véritable défaite des démocraties devant les dictatures, révèle la dépendance de la France à l'égard de la politique anglaise d'apaisement, mais surtout permet de créer une solidarité entre l'Allemagne et l'Italie. La division de l'Europe en blocs se précise.

Les grandes manœuvres

"Nous sommes surpeuplés et nous ne pouvons plus subsister sur notre propre sol. La solution définitive réside en un élargissement de l'espace vital, source de matières premières et de la subsistance de notre peuple (...) Il est maintenant nécessaire de réaliser ce que nous pouvons.

Je fixe donc les tâches suivantes :

1) l'armée allemande doit être prête à entrer en action dans quatre ans.

Z) dans 4 ans, l'économie allemande doit être capable de supporter une guerre"

Hitler, Lancement du plan quadriennal, novembre 1936.

Devant l'inertie des démocraties européennes, Hitler se lance dans la conquête de "l'espace vital" qu'il estime nécessaire au peuple allemand. Il concrétise le rapprochement avec l'Italie et le Japon pour faire contrepoids aux systèmes diplomatiques français et soviétique, et multiplie les coups de force en violation du traité de Versailles.

Le but déclaré de Hitler est de regrouper au sein d'une "Grande Allemagne" tous les Allemands de souche, parmi lesquels les Autrichiens et les Sudètes de Tchécoslovaquie.

Déjà le 13 mars 1935, 90,7% des Sarrois votent pour le rattachement à l'Allemagne.

Au mépris du traité de Versailles, le 16 mars 1935, Hitler rétablit le service militaire obligatoire et le 7 mars 1936, il remilitarise la Rhénanie.

Le gouvernement français n'est pas décidé à agir, même s'il affirme qu'il n'est pas disposé "à laisser Strasbourg sous le feu des canons allemands". Les Anglais conseillent même "d'éviter l'irréparable".

La position diplomatique des démocraties sort gravement compromise de cette affaire : dès la fin de 1936, la Petite entente se disloque, la Belgique reprend sa liberté d'action à l'égard de la France et l'Union soviétique est déçue de son rapprochement avec les démocraties.

En octobre 1936, l'axe Rome-Berlin affirme l'amitié entre les l'Allemagne et l'Italie. Le mois suivant, l'Allemagne et le Japon (l'Italie en 1937) signent le pacte anti-komintern dirigé contre l'Internationale communiste.

Même si ces accords ne contiennent pas d'engagement précis ou de convention militaire, ils jettent les bases d'un rapprochement durable des dictatures prêtes à tout pour concrétiser leurs ambitions.

En Chine, face à la menace japonaise, le nationaliste Tchang Kai-chek et le communiste Mao Tsé-toung renouent une alliance. En juillet 1937, les Japonais envahissent la Chine, conquièrent Tien Tsin et parviennent à Nankin, la capitale, où plus de 300 000 hommes, femmes, enfants et vieillards sont assassinés. L'ère des massacres commence en Chine.

Au début de 1938, les nazis autrichiens intensifient leur propagande en faveur du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Le 12 mars 1938, l'armée allemande envahit l'Autriche à l'appel de Seyss-Inquart, nazi autrichien, nommé la veille chancelier. L'Anschluss (annexion) est proclamé et ratifié par 99% des suffrages. Les démocraties restent passives.

Munich ou l'illusion de la paix

Vient alors le tour de la république francophile (dernière démocratie de la région) de Tchécoslovaquie. Encouragé par la facilité avec laquelle s'est effectué l'Anschluss, Hitler revendique en avril 1938 les districts tchécoslovaques des Sudètes, peuplés d'Allemands.

Face aux risques de guerre, les Anglais et les Français invitent les Tchécoslovaques à renoncer aux territoires où la proportion des Allemands dépasse 50 %. Édouard Benès, président tchécoslovaque, accepte, mais Hitler exige la totalité des Sudètes.

Une réunion de la dernière chance a lieu à Munich le 30 septembre 1938 entre Mussolini, Hitler, Daladier et Chamberlain, sans représentant tchécoslovaque. Anglais et Français cèdent aux exigences de Hitler et acceptent le rattachement des Sudètes au Reich.

De retour de Munich, Daladier est accueilli au Bourget par une foule enthousiaste qui a le sentiment d'avoir évité la guerre. D'autres Français dénoncent une capitulation honteuse. La Chambre des députés ratifie l'accord de Munich par 535 voix contre 75. Seuls les 73 communistes, le socialiste Georges Bouhey et le républicain national Henri de Kérillis votent contre.

Léon Blum, qui n'est plus président du Conseil, avoue : *"Je me suis partagé entre un lâche soulagement et la honte"*.

Henry de Montherlant écrit : *"La France est rendue à la belote et à Tino Rossi"*.

Gabriel Péri, député communiste, explique : *"Jusqu'au diktat de Munich, on pouvait croire que la barrière tchécoslovaque protégerait, le cas échéant, les poitrines françaises. Cette barrière a été renversée. Vous avez détruit en même temps la confiance des peuples dans la France ; vous avez démontré qu'il était dangereux d'être l'ami de la France"*.

La Tchécoslovaquie, pivot défensif de la France, est démantelée et doit céder une partie de son territoire à la Pologne et à la Hongrie.

Munich marque une étape décisive dans la marche à la guerre. La dérobade des démocraties, qui n'ont pas respecté leurs engagements envers la Tchécoslovaquie, est sévèrement jugée par les petites puissances, qui se savent désormais à la merci des dictatures, mais aussi par Staline, qui entame des négociations avec Berlin.

Le 14 mars 1939, la Slovaquie déclare son indépendance et réclame la protection allemande. Le 15 mars, les troupes allemandes pénètrent en Bohême et instaurent le "protectorat alé Bohême-Moravie", satellite du Reich. La Tchécoslovaquie a disparu.

La course aux alliances et la guerre

Hitler pousse encore son avantage et occupe le 22 mars 1939 la ville lituanienne de Memel. Quant à Mussolini, il se déchaîne contre la France et réclame la Corse, la Tunisie, la Savoie et Nice. En avril 1939, il annexe l'Albanie.

La conquête de l'espace vital a commencé.

La France et l'Angleterre se convainquent enfin que la politique d'apaisement a fait faillite et que le seul moyen d'empêcher Hitler de déclencher un conflit généralisé est désormais de se

montrer ferme. Elles donnent en avril 1939 leur garantie aux frontières des pays menacés, notamment la Pologne, la Roumanie et la Grèce. Mais la Belgique et les Pays-Bas la refusent.

Si, par opportunisme, Hitler a maintenu jusqu'à maintenant avec les Polonais des relations diplomatiques correctes, dès l'élimination de la Tchécoslovaquie, il se retourne contre eux, réclamant la réunion de la ville libre de Dantzig, peuplée d'Allemands, et du corridor polonais au Reich.

En fait, c'est l'existence même de la Pologne qui est menacée.

Alors qu'en France Marcel Déat, député, signe un article pacifiste intitulé "Mourir pour Dantzig ?", le 22 mai 1939, un accord militaire est signé, le Pacte d'acier, entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste finalisant les liens entre les deux dictatures.

Dès lors, la position de l'URSS devient déterminante. Les démocraties engagent des négociations avec Staline. Mais, le 23 août 1939, Hitler conclut un pacte de non agression avec l'Union soviétique.

Réaliste des deux côtés, ce pacte permet à Staline d'obtenir un répit à l'ouest et les articles secrets du pacte lui promettent de récupérer les territoires perdus en 1920 (notamment la Pologne). Pour Hitler, cet accord permet d'éviter, pour l'instant, une guerre sur deux fronts, et d'obtenir du pétrole et des matières premières.

Le 1^{er} septembre, l'Allemagne attaque la Pologne. Le 3, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. Mais les Français s'engagent à reculer dans une guerre dont, majoritairement, ils ne veulent pas et à laquelle ils sont mal préparés. La France espère encore que la fermeté affichée paiera et fera reculer Hitler.

La défaite militaire, l'effondrement politique de la III^{ème} République, le 10 juillet 1940, sont l'aboutissement de la crise française de l'entre-deux guerres.

In 1919-1939, d'une guerre à l'autre, Ministère de la défense, Secrétariat d'État à la défense chargé des anciens combattants, Délégation à la mémoire et à l'information historique, 1999.

